

2025-UNAT-1513, Mohammed Almoghayer

Décisions du TANU ou du TCNU

L'UNAT a estimé que l'UNITAR n'était pas tenu de mettre fin à l'engagement du fonctionnaire en vertu du paragraphe 9 c) de la circulaire AC/UNITAR/2019/05, qui lui aurait donné droit à une indemnité de licenciement. L'UNITAR était en droit de le placer en SLWOP conformément au paragraphe 9 f), afin de pouvoir régler la question du financement de son poste avec le donateur. Le TDPNU n'a pas commis d'erreur en concluant que l'UNITAR avait exercé son pouvoir discrétionnaire de manière appropriée, légale et raisonnable.

L'UNAT a également confirmé la conclusion du TDPNU selon laquelle l'ancien fonctionnaire n'avait pas satisfait à la charge de la preuve qu'il avait subi un accident du travail en raison du fait qu'il s'était assis dans une cage d'escalier comme lieu de travail, alors qu'il n'y avait aucune preuve que cela s'était produit plus d'une fois ou que cela avait été fait conformément à une instruction de l'Organisation. Le TDPI n'a pas commis d'erreur en ne lui accordant pas de dommages-intérêts moraux, puisqu'il n'y avait aucun lien entre le préjudice subi tel que décrit dans ses certificats médicaux et l'accident du travail allégué.

Le TDPI a confirmé le jugement du TDPI.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Dans son jugement n° UNDT/2023/138, le Tribunal du contentieux administratif a rejeté la requête de M. Almoghayer, dans laquelle il contestait la décision de l'UNITAR de le placer en congé spécial sans solde (SLWOP) après épuisement de ses droits à congé et le non-versement par un donateur des fonds nécessaires au projet

qu'il était chargé de gérer.

L'ancien membre du personnel a fait appel.

Principe(s) Juridique(s)

Il n'appartient pas au tribunal de première instance d'examiner le bien-fondé du choix opéré par l'Administration parmi les différentes mesures qui s'offraient à elle, ni de substituer sa propre décision à celle de l'Administration.

Il est reconnu qu'une décision administrative de placer un fonctionnaire en SLWOP présente des avantages protecteurs, notamment celui de garantir que l'intéressé reste membre du personnel de l'Organisation.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Texte intégral du jugement

[Texte intégral du jugement](#)

Applicants/Appellants

Mohammed Almoghayer

Entité

UNITAR

Numéros d'Affaires

2024-1896

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

9 Avr 2025

President Judge

Savage

Juge Sandhu

Judge Forbang

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Congé spécial (avec ou sans solde)

Avantages et droits

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2005/3

Statut du personnel

- Disposition 5.3

Lois d'autres entités (règles, règlements, etc.)

- AC/UNITAR/2019/05

Jugements Connexes

2013-UNAT-382

2022-UNAT-1225

2021-UNAT-1163

2019-UNAT-977

2015-UNAT-501

2024-UNAT-1409

UNDT/2023/138